

il ne nous est pas permis de le faire. Quelques-uns parmi nous peuvent vouloir s'en aller, mais nous avons un devoir à remplir vis-à-vis du public et si nous tolérons l'adoption des crédits de cette manière ce devrait être avec l'entente explicite qu'ils seront soumis au comité compétent pour les scruter en détail. Les sous-ministres pourraient être interrogés. Cette manière d'adopter les crédits est une bouffonnerie et le public commence à s'en rendre compte. Nous ne saurions plus longtemps n'être qu'une simple machine à enregistrer pour l'approbation de ces crédits. Le Gouvernement devrait nous promettre qu'à la prochaine session les crédits seront soumis, à une époque moins avancée, à un comité approprié.

L'hon. M. CANNON: Tous les députés qui le désirent peuvent demander au comité des comptes publics une enquête sur toute sortie de fonds.

M. GARLAND (Bow River): Le solliciteur général se complait à faire de l'ironie. Il sait que cette manière d'examiner une dépense équivaut à fermer la porte à l'étable après que les animaux ont été volés. Je n'ai jamais entendu un propos aussi enfantin de la part d'un ministre.

L'hon. M. DUNNING: Le propre parti de l'honorable député y a consenti. Pourquoi cette hypocrisie?

M. WOODSWORTH: J'étais de ceux qui se sont opposés à l'adoption précipitée des crédits. L'accusation d'hypocrisie que vient de porter le ministre ne m'atteint pas. Je n'ai jamais été consulté à cet égard et je prie le ministre des Chemins de fer de retirer cette insinuation.

M. GARLAND (Bow River): Mon attitude est la même.

M. WOODSWORTH: Il n'est pas digne d'un ministre de parler ainsi et il est aussi indigne de la Chambre de laisser passer cette parole sans protester.

L'hon. M. DUNNING: J'ai dit que les autres groupes y avaient consenti et j'ai demandé la raison de cette hypocrisie. Si mes paroles ne s'appliquaient pas à mon honorable collègue, je ne vois pourquoi il se déclare insulté. Je ne l'ai pas mentionné.

M. GARLAND (Bow River): Seulement deux députés ont protesté, mon honorable ami (M. Woodsworth) et moi-même, et aucun des deux n'avait été consulté. Les paroles du ministre s'adressaient évidemment à nous deux et c'est pourquoi je demande qu'elles soient retirées. C'est une impertinence qui

n'a jamais été égalée dans la Chambre que de dire qu'un député fait preuve d'hypocrisie.

M. POULIOT: Je n'ai pas été consulté non plus.

M. GARLAND (Bow River): Un instant, j'ai la parole. Je prie le ministre des Chemins de fer de retirer l'accusation d'hypocrisie, pour ce qui me concerne.

L'hon. M. DUNNING: Je n'ai rien à retirer. Je n'ai parlé d'aucun membre de la Chambre en particulier. J'ai demandé: "Pourquoi cette hypocrisie?" Je m'en tiens à cela et ce n'est pas antiréglementaire.

M. GARLAND (Bow River): Je prie le comité de lever la séance et de faire rapport de l'état de la question, car il est six heures.

L'hon. M. ELLIOTT: Puis-je dire un mot?

M. le PRESIDENT: Non, il faut que je consulte l'Assemblée.

(La motion n'est pas adoptée.)

L'hon. M. ELLIOTT: Puis-je donner un mot d'explication à l'honorable député?

M. GARLAND (Bow River): Puis-je interrompre l'honorable ministre?

Divers MEMBRES: Règlement!

M. le PRESIDENT: A l'ordre!

M. GARLAND (Bow River): Ne faut-il pas ordinairement le consentement unanime de la Chambre pour prolonger la séance après six heures?

L'hon. M. ELLIOTT: Non, je pense que la Chambre peut elle-même diriger ses propres délibérations. Pour dissiper tout malentendu, j'assure mon honorable ami que les articles actuellement à l'étude sont des crédits qui paraissent déjà au budget supplémentaire de l'an dernier et que nous n'avons pu utiliser. Si mes honorables amis désirent des renseignements sur un article en particulier, il me fera plaisir de les donner; mais ils se rapportent tous au dragage ou à des réparations de quais et autres travaux de ce genre, tous considérés comme étant essentiels. Malheureusement nous n'avons pu faire tout ce que les ingénieurs jugeaient nécessaire.

M. WOODSWORTH: Monsieur le président, puis-je obtenir une réponse à la question que j'ai déjà posée, c'est-à-dire pourra-t-on nous assurer, après l'adoption de ce budget supplémentaire, que, l'an prochain, les crédits seront soumis à un comité au début de la session?

Le très hon. MACKENZIE KING: Si mon honorable ami propose que tout crédit adopté